

L'Étincelle



Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA Poissy

Lundi 11 mars 2019

Algérie : Une première victoire de la révolte sociale

Bouteflika, le Président algérien, vient d'annoncer qu'il renonçait à se représenter aux élections présidentielles ! C'est le résultat des immenses manifestations contre lui et son régime. Les manifestants refusaient le 5^e mandat d'un président grabataire – s'il n'est pas déjà mort ! –, prête-nom d'un appareil d'État corrompu tenu en laisse par une armée omniprésente. Les défilés, composés en grande partie de femmes, ont été énormes. Avec des slogans d'une inventivité qui allait bien au-delà de la personne de Bouteflika. Une jeune femme affichait : « *Le clan Boutef n'aura même pas notre soutien-gorge* », tandis qu'une autre pancarte ironisait : « *Ce camembert Président pue moins que votre système* »... En France aussi, les Algériens se sont mobilisés de Marseille à Paris, où 10 000 personnes se sont retrouvées place de la République : « *Mettez le FLN au musée* », a-t-on pu entendre.

Accueilli par la grève

Pendant que Bouteflika – en tout cas son avion... – rentrait dimanche dans un pays en ébullition, étudiants et lycéens sont à nouveau sortis par dizaines de milliers dans les rues et ont mis en échec la tentative du pouvoir de les écarter en avançant et en prolongeant leurs vacances.

Un appel à la grève générale de cinq jours a été lancé sur les réseaux sociaux et, dimanche, à Alger, Constantine, Annaba ou Bejaia, elle semblait paralyser de nombreux secteurs – transports, administrations, commerces, établissements scolaires. Deux grandes entreprises – celle de l'agro-alimentaire Cevital et le géant des hydrocarbures Sonatrach – étaient touchées par la grève.

Les rats quittent le navire...

Le clan présidentiel s'est fissuré. Plusieurs responsables du Forum des chefs d'entreprise ont fait défection. D'anciens barbouzes dirigés par un ex-ministre de l'Intérieur de Bouteflika aussi. De même qu'une partie de la direction de l'UGTA, le syndicat inféodé au régime. La contestation a même gagné le FLN, au pouvoir depuis l'indépendance en 1962, dont sept députés ont quitté le parti et rejoint la contestation.

Tous ceux-là ont pris leurs distances tant qu'il était encore temps... pour préserver l'essentiel, la domination d'une bourgeoisie affairiste et d'un appareil d'État corrompu resté lié à l'impérialisme, en particulier français.

Le départ de Bouteflika est donc apparu, aux yeux d'une partie des couches dirigeantes, comme une nécessité. Mais cela suffira-t-il à faire taire la contestation ? Comme l'a dit un manifestant à Bordeaux : « *Le cinquième mandat de Bouteflika, c'est juste la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Les gens sont sortis*

à cause d'années de marasme social, d'austérité ; et ils sont en train de briser la peur. »

L'armée a, pour l'instant, préféré lâcher Bouteflika plutôt que réprimer. Mais le pouvoir et ses appendices avaient agité ces dernières semaines l'épouvantail d'un retour à la guerre civile, référence aux tueries qui avaient répondu à la révolte d'octobre 1988 et aux dix années de guerre contre les groupes islamistes qui avaient suivi – 150 000 morts ! L'ampleur de la mobilisation a seulement suspendu le risque de répression. Le choix de lâcher Bouteflika montre une certaine fébrilité de la part des couches dirigeantes qui tentent, de cette manière, de reprendre la main et, surtout, de vider les rues de la contestation.

Les manifestants, en particulier la jeunesse, ne sont pas dupes

Avec l'armée en embuscade, des politiciens déjà sur les starting-blocks pour dévier la contestation sociale sur un terrain électoral, les écueils ne manquent donc pas sur le chemin de la révolte populaire. Le simple recours à la grève générale avait provoqué la colère des associations de commerçants ou petits patrons qui craignent que tout cela aille plus loin, bien trop loin pour eux !

Mais la jeunesse algérienne n'est pas forcément dupe de la situation actuelle : contre Bouteflika, « tout le monde était beau, tout le monde était gentil »... mais c'est maintenant que les différences vont apparaître. Et rien ne dit que les jeunes, et, avec eux, les couches populaires, se laisseront endormir.

Cette première victoire du mouvement populaire en Algérie est un espoir et un encouragement pour tous les travailleurs et les jeunes qui, dans le monde, du Venezuela à la France des Gilets jaunes, n'en peuvent plus de la misère et de l'arbitraire.

Deux primes : une arnaque !

Dans les médias, PSA s'est fait un coup de pub à peu de frais en annonçant 3 800 € de prime pour ses salariés. En réalité c'est 3 500 € nets et certains salariés, de nuit notamment, toucheront moins avec seulement 400 € de prime Gilets jaunes.

Pour les intérimaires, pas de primes d'intéressement à 2 900 €, et il faut avoir été présent sur le site en fin d'année pour avoir quelque chose en prime Gilet jaune : très peu vont avoir les 600 €. Surtout qu'il y a de quoi se méfier quand on sait comment PSA et les agences d'intérim ont l'habitude de truander ensemble les intérimaires en ne leur payant pas les séances supplémentaires.

En résumé, avec 2,8 milliards de profits, les primes accordées par PSA c'est quand même largement insuffisant pour tous (CDI et intérimaires), et ça ne remplace pas une vraie augmentation de salaires.

Qu'elle nous fiche la paie

Ce mois-ci, il faut faire des démarches pour pouvoir conserver des fiches de paie en format papier. La direction nous force à passer au bulletin électronique soi-disant pour raison écologique : limiter l'abattage des arbres ? En vérité ce qui l'intéresse c'est d'économiser l'impression de plus 50 000 fiches de paie, la distribution chaque mois, et surtout se débarasser du personnel. PSA, le roi du diesel qui devient écolo ! La bonne blague.

Les ouvriers : pas responsables d'un futur crash

Pour la commercialisation de la D34 ça ne va pas fort. Pour la direction, tout va très bien, on est sur la bonne voie, continuons ! Pas de vis à l'arrière du pare-choc car trop cher et soudures arrière pourries car la machine a 50 ans d'âge !

On fait 3 fois moins de D34 que prévu, on a deux mois de retard, un retard qui complique la production de la 208 et de la DS3.

L'usine tourne au ralenti depuis quelques jours dans certains secteurs. Nous, ça nous repose, mais faut pas nous demander de rattraper avec encore des séances supplémentaires. Si la D34 va vers un crash, comme la Peugeot 1007, la seule responsable c'est la direction.

Y a pas de petites économies

La direction annonce par affiche une grande braderie à PSA Poissy pour du mobilier inutilisé: bureau, chaise, armoire... mais pas le droit d'acheter plus de 3 articles par personne ! PSA aurait pu le donner gratuitement à des associations du type Emmaüs ou le donner tout simplement aux salariés, mais non ...

Patrons voyous, gouvernement complice

Lundi 11 mars, dès 5 heures du matin, les salariés de PSA Hérimoncourt dans l'est de la France ont dé-

buté une grève massive et un blocage de leur site contre la fermeture de leur usine.

Ces derniers jours, les annonces de fermeture d'usines se sont multipliées : Ascoval dans le Nord, Ford Blanquefort en Gironde, PSA Hérimoncourt dans le Doubs, PSA Saint-Ouen en Seine-Saint-Denis... Ces sites sont viables et les entreprises ne sont pas en crise : Vallourec (qui a vendu le site de Saint-Saulve en 2017), PSA ou Ford font des milliards de profits. Mais pour des capitalistes, il n'y a que la rentabilité qui compte. Les milliers d'emplois menacés n'entrent pas dans l'équation. Et quand l'État dénonce ces fermetures, c'est après avoir arrosé ces entreprises de subventions publiques, sans qu'elles ne respectent aucun engagement.

Macron ou Le Maire peuvent dire ce qu'ils veulent, contre la rapacité des capitalistes et les licenciements, il n'y a que la lutte des travailleurs qui paiera !

Siège éjectable

À peine 18 mois après l'inauguration en septembre 2017 du siège national de PSA à Rueil dans les Hauts-de-Seine, la direction envisage de revendre ce bâtiment de 15 000 m² et de répartir les 700 salariés entre Poissy et Vélizy avec encore moins de place disponible par personne. Paris, avenue de la Grande Armée, puis Rueil, bientôt Poissy et Vélizy, ces salariés vont-ils devoir vivre dans des caravanes pour suivre les spéculations immobilières de PSA ?

Tous dans la rue samedi, en gilet jaune !

Samedi, c'était l'Acte 17 des Gilets jaunes. Nous en sommes à 17 semaines de mobilisation ! Et pas seulement les samedis : des dizaines de milliers de Gilets jaunes sont sur la brèche tous les jours, courant de leur travail à une assemblée, une diffusion de tract, une réunion... Et c'est loin d'être fini : ils sont en train de tenter de structurer leur mouvement en se coordonnant localement, régionalement et nationale-

ment. Les communicants du pouvoir se dépensent sans compter pour les calomnier. Mensonges d'un gouvernement qui ne sait plus quoi faire pour enrayer le soutien spontané d'une très grosse majorité de travailleurs aux Gilets jaunes. La réalité finit d'ailleurs par percer : les Gilets jaunes sont des gens qui ont un boulot mais ne s'en sortent pas, des chômeurs, des retraités ; ils réclament que soient prises des mesures pour leur pouvoir d'achat, mais se battent aussi pour leur dignité, la justice sociale et pour que leur avis soit pris en compte.

Samedi 16 mars, pour l'Acte 18, Paris sera à nouveau au centre de la mobilisation nationale. L'occasion pour ceux qui hésitent encore de se joindre aux Gilets jaunes pour que la colère déborde partout, et dans les entreprises aussi !